

Sur les sites de crowdfunding, le complot, ça rapporte

Après le très controversé « Hold-up », un futur documentaire belge, flinguant le rôle des médias dans la pandémie, a déjà récolté 75.000 euros de financement participatif. La responsabilité des plateformes est mise en question.

Ceci n'est pas un complot
Un documentaire sur la manière dont les médias nous racontent le Covid



1 345 contributeurs 5 jours Restants 75 990 € Sur 30 000 €

Je soutiens

Les théories complotistes comptent aujourd'hui de solides communautés d'adeptes prêts à dégainer leur carte de crédit. - D.R.

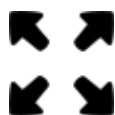


Par **[Philippe Laloux \(/74220/dpi-authors/philippe-laloux\)](#)**
Responsable du pôle Multimédias
Le 18/11/2020 à 18:43

Quel est, désormais, le point commun entre le premier homme sur la Lune, le 11 septembre et le covid-19 ? Tous ces événements planétaires ont droit à leur théorie du complot, leur « post-vérité » soigneusement étayée dans des documentaires vidéo qui, des années plus tard, continuent à tourner en boucle sur les réseaux sociaux. *Loose Change*, qui prétend que les attentats du 11 septembre 2001 auraient été ourdis par le gouvernement américain, restera, jusqu'en 2014, le film le plus visionné de l'histoire d'internet, avec 150 millions de vues.

Pour la pandémie de coronavirus, il y a désormais *Hold-up*, ce documentaire controversé et complotiste mis en ligne ce mercredi 11 novembre et qui entend s'en prendre « à une incroyable et phénoménale entreprise de manipulation

globale » en pleine pandémie. Le tout, notamment orchestré par des « médias complices ».



Ceci ne serait pas un « Hold-up » à la belge

Les médias, dits « mainstream », sont aussi le cœur de cible d'un documentaire en gestation chez nous, en Belgique, piloté par le réalisateur verviétois Bernard Crutzen. Habilement titré *Ceci n'est pas un complot*, il se défend d'être un *Hold-up* à la belge « parce que nous n'élaborons pas de théories conspirationnistes sur base d'informations contestables », souligne la page Facebook du projet. A ce stade, il en partage déjà les mêmes ingrédients, tels les sophismes.

LIRE AUSSI

Comment le coronavirus a réveillé la «complosphère»

(<https://plus.lesoir.be/307587/article/2020-06-16/comment-le-coronavirus-reveille-la-complosphere>)

Comme le réalisateur l'explique lui-même dans la bande-annonce, son documentaire est en effet bâti sur une « conviction » (pas une question, un fait ou une info), celle que l'on assiste « plus à une guerre de l'information que sanitaire ». « On fait croire qu'une infime trace laissée par un virus est une maladie », tente-t-il de démontrer, en affirmant que « les prévisions alarmistes accouchées par des modèles épidémiologiques sont une arnaque » et que « les indices de manipulation statistiques sont de plus en plus flagrants ». Le « pitch » comprend d'emblée une remise en cause de l'utilité du masque, de la létalité du coronavirus et de son traitement (le vaccin). « Je fais ça pour tous ceux qui doutent et qui se demandent si nous ne sommes pas victimes d'une vaste mascarade... », conclut-il, convaincu que les médias ne jouent pas leur rôle d'information et seraient donc complices (notamment de l'industrie pharmaceutique). De la mascarade à la supercherie, le complot n'est pas loin.

Des adeptes prêts à payer

Au-delà des ingrédients, *Ceci n'est pas un complot* partage aussi les mêmes outils que *Hold-up*. Tous deux sont en effet passés par le « crowdfunding », soit des plateformes de financement participatif. Les chiffres sont impressionnants et démontrent que ces théories comptent aujourd'hui de solides communautés d'adeptes prêts à dégainer leur carte de crédit.

La maison de production de *Hold-up*, Tprod, a ainsi réussi à collecter 182.000 euros auprès de 7.000 contributeurs via la plateforme Ulule. L'objectif de 20.000 euros avait été atteint en quatre jours. Ce n'est pas tout : son financement se poursuit désormais via une autre plate-forme, Tipeee, qui fonctionne sur le principe du « pourboire mensuel ». Ce mardi, 8.089 « tipeurs » s'étaient engagés à verser un total de 154.635 euros par mois à Tprod. « De quoi financer un *Hold-up* toutes les deux semaines », s'inquiète Rudy Reichstadt, fondateur de **l'Observatoire du conspirationnisme (Conspiracy Watch)** (<https://www.conspiracywatch.info/>) et auteur de *L'opium des imbéciles* (Grasset, septembre 2019).

LIRE AUSSI

Coronavirus: aujourd'hui, les fake news tuent des gens

(<https://plus.lesoir.be/288321/article/2020-03-18/coronavirus-aujourd'hui-les-fake-news-tuent-des-gens>)

Bernard Crutzen n'a pas à rougir. Sa collecte de fonds, déposée sur la plateforme KissKissBankBank, en était, mardi, à 75.745 euros, soit à 245 % de son objectif. Surprenant ? « La facilité, ce serait de vous dire que ces producteurs sont des charlatans et que le vrai hold-up c'est d'avoir levé autant d'argent pour faire un film aussi médiocre », relève Rudy Reichstadt. « Mais en réalité, le réalisateur et le producteur sont convaincus de leurs propos, de même que les gens qui donnent de l'argent. Ils sont avant tout dans une démarche idéologique et d'une mobilisation politique classique, où l'on verse des dons à un parti, un syndicat, une cause... On observe donc la rencontre entre une offre idéologique et une demande sociale, qui prend de l'ampleur grâce aux sociaux. Tous ceux qui regardent cette vidéo n'y adhèrent sans doute pas, mais quand cela devient massif, le risque de créer des croyances est bien réel. Aujourd'hui, tout le monde est média, et une partie des intoxiqués deviennent à leur tour intoxiqueurs en partageant ces théories toxiques via leur smartphone. »

Entre les mailles du filet

De quoi, dès lors, poser la question de la responsabilité de ces plateformes. Face à la polémique, Tipee a dû placer un message d'avertissement sur la page du projet Tprod alertant sur les « nombreux signalements de potentielles fausses informations ». Alexandre Boucherot, CEO et cofondateur de Ulele, s'est, lui, exprimé sur Twitter pour manifester son désaveu, tardif, à l'égard du documentaire. En douze tweets, il rappelle que l'ensemble des projets sont modérés avant le lancement de leur campagne de crowdfunding, admet que certains projets sont parfois « sur la ligne de crête » dans leur pitch initial, que le projet *Hold-up* a « échappé » à la vigilance de ses modérateurs, mais que, finalement, Ulule a néanmoins décidé de ne pas censurer *Hold-up* (ce qui, dit-il, lui donnerait encore plus d'écho). Ulele reversera par ailleurs les 10 % de commission perçus sur la cagnotte de 182.000 euros à « une association de défense de l'information ».



Alexandre Boucherot @cemonsieur · 12 nov.

En réponse à @cemonsieur

Important déjà de rappeler que TOUS les projets sont modérés avant leur lancement sur Ulule. Ceci pour éviter, justement, que ne passent des projets issus de la fachosphère, complosphère etc.

1

3

30



Quid de KissKissBankBank à l'égard de *Ceci n'est pas un complot* ? « Il y a toujours un premier filtre qui interdit les projets illégaux et condamnables par la loi, qui font par exemple l'apologie du terrorisme, de la violence, de la pédophilie, de la pornographie... », nous explique Vincent Ricordeau, son cofondateur et CEO. « Après, nous sommes avant tout des plateformes qui permettent de libérer la créativité, de favoriser la liberté d'expression. Donc, à partir du moment où nous sommes dans le cadre de la loi, nous sommes prêts à entendre n'importe quel type de discours si, et uniquement si, le porteur de projet n'est pas identifié comme un élément appartenant à des groupuscules qui, eux, sont potentiellement, par leurs agissements ou par leur philosophie, condamnables aux yeux de la loi. Il arrive que parfois certaines choses échappent à notre comité éditorial, mais, dans ce cas, notre communauté, qui représente 2 millions de personnes, nous alerte. »

« On fait ce qu'on veut »

En clair, poursuit Vincent Ricordeau, « si *Hold-up* avait été présenté chez nous, il serait passé à travers les fourches caudines de notre sélection et nous l'aurions accepté aussi. Et concernant le documentaire belge, pour l'instant, selon nos recherches, on ne voit pas de liens avec des officines à tel point extrémistes qu'on leur couperait la parole. Mais je dis bien, pour l'instant. Nous resterons attentifs. Pour être franc, je me méfie autant des complotistes que des anticomplotistes qui ont tendance facilement à ranger dans la case "complotiste" tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. On a le droit aujourd'hui de dire que l'on pense être manipulé. Après, c'est aux gens de se renseigner et à faire leur autocritique. On a aussi un autre principe, c'est que, en tant que société privée, on considère que l'on fait ce qu'on veut et que l'on n'a pas d'explications à donner à quelqu'un plus que notre volonté de supprimer un projet sur l'envie. Que ce serait-il passé si *Charlie Hebdo* étaient passé par chez nous pour financer les caricatures de Mahomet chez nous, par exemple... »

« Ces plateformes se retranchent toujours derrière l'argument juridique en disant que si les gens n'ont pas été condamnés, il n'y a pas de problème », réagit Rudy Reichstadt. « Mais on est tous responsables. Les citoyens, mais aussi les entreprises. Sans être dans un contrôle politique de ce qui est produit, leur responsabilité sociale est engagée parce qu'elles permettent à des productions comme celles-là, manipulatrices et malhonnêtes, d'exister. A l'instar des Gafam qui prétendent n'être que des tuyaux, et non des éditeurs. C'est vrai, il n'y a pas de ligne éditoriale sur Twitter ou Facebook, mais leurs algorithmes favorisent les phénomènes de chambre d'écho pour les phénomènes complotistes. De la même manière, les plateformes de crowdfunding ont leur part de responsabilités. »

LIRE AUSSI

Marylin Maeso: «On doute de tout, sauf de la nécessité de douter»

(<https://plus.lesoir.be/307572/article/2020-06-16/marylin-maeso-doute-de-tout-sauf-de-la-necessite-de-douter>)

Le casse du siècle

Ph.L.

Publié le 11 novembre, *Hold-up* est un film de 2 h 43 réalisé par l'ancien journaliste Pierre Barnérias et produit par Tprod et Tomawak. Il usurpe de manière habile et talentueuse les codes du journalisme documentaire. L'enquête aligne un aréopage de « covid sceptiques »

(experts controversés, quidam anti-masques, antivax, adeptes du complot « Big Pharma ») pour démontrer ceci : le covid-19 n'est pas plus offensif qu'un autre covid saisonnier, il donne lieu à « une idéologie sanitaire autoritaire » qui veut contraindre « à une société de la surveillance et la soumission ». Et est le fruit d'une « incroyable et phénoménale entreprise de manipulation globale », fomentée, notamment, par les experts, les politiques, les multinationales, les laboratoires pharmaceutiques. Le tout orchestré par les médias, présentés comme les « complices » de ce « gouvernement mondial ».

Qualifié de « délire toxique », le documentaire s'est fait lourdement critiquer par des ONG, les scientifiques, les politiques... Ou par les médias, qui ont dû déployer d'immenses efforts de « fact-checking » pour démonter minutieusement la liste des « fake news ». Ce qui, au passage, n'a fait qu'accentuer la thèse du « grand complot » par ses adeptes.

Retiré après deux jours par les modérateurs de la plateforme Vimeo, où il était disponible en payant, il cartonne désormais au travers de centaines de versions pirates sur les sites de la « complosphère », comme odysee.com, connu pour ses contenus extrêmes.

D'abord un agenda politique

Ph.L.

Le complot, parfois, ça peut rapporter gros. C'est le cas pour Alex Jones. Né en 1974 à Dallas, cet animateur radio, réalisateur et producteur américain a fait fortune en bâtissant un véritable empire numérique conspirationniste, notamment son site Infowars. Tout y passe : les attentats du 11 septembre, le réchauffement climatique, les immigrants violeurs, les accusations contre le procureur Robert Mueller. Et, bien sûr, le covid-19 contre lequel il prônait la promotion d'un dentifrice. Son « usine à complots » a employé jusqu'à dix personnes pour un chiffre d'affaires annuel de 20 millions de dollars. « Comme il s'est enfermé dans ce créneau, il est obligé d'aller toujours plus loin », relève Rudy Reichstadt. « Tout est complot, tout le temps. Mais croire que seule la logique économique compte, c'est faux. Ces gens-là ont d'abord un agenda politique. »

LIRE AUSSI

Croire au complot, c'est de gauche ou de droite?

(<https://plus.lesoir.be/307573/article/2020-06-16/croire-au-complot-cest-de-gauche-ou-de-droite>)

LIRE AUSSI

Info ou intox? 95% des jeunes veulent apprendre à trancher

(<https://plus.lesoir.be/305787/article/2020-06-08/info-ou-intox-95-des-jeunes-veulent-apprendre-trancher>)

Le soupçon devient toxique

Mis en ligne le 18/11/2020 à 18:53

Par **Philippe Laloux** (/74220/dpi-authors/philippe-laloux)

Anxiété et adhésion conspirationniste font toujours bon ménage. Les chambres d'écho que leur offrent les plateformes de crowdfunding et les réseaux sociaux, sans responsabilité éditoriale, sont, à ce titre, une réelle menace pour la démocratie. Et son corollaire, la liberté d'expression.



Photo: Bruno Dalimonte.

Bernard Crutzen a raison : l'actualité n'est vraiment pas rose. Il y a des jours, comme ça, où certains journalistes préféreraient eux aussi, comme lui, bâtir leur reportage sur la base d'une « conviction ». Celle, par exemple, que tout cela ne serait finalement qu'un mauvais rêve, qu'une petite « gripette ». Qualifié de surréaliste par le réalisateur de *Ceci n'est pas un complot*, le discours médiatique autour de la pandémie s'ancre pourtant bel et bien dans la réalité. Celle de faits vérifiés, recoupés, analysés, décortiqués... Qui permettent ensuite de révéler et

dénoncer, par exemple, la saga kafkaïenne des commandes de masques ou le scandale de **maisons de repos transformées en mouvoirs** (<https://plus.lesoir.be/333890/article/2020-10-26/maisons-de-repos-les-fautes-de-la-belgique>). Et permettre, à chacun, en bonne connaissance de cause, de se forger une opinion. C'est le métier du journaliste. Sa seule conviction : informer. Et pourquoi pas, l'esprit libre, de susciter indignation et colère, gages précieux et fragiles d'une démocratie en bonne santé.

Que l'actualité soit anxiogène, voire surréaliste, est une chose. Que l'ampleur inédite de la couverture médiatique ait pu entretenir ce climat en est une autre. La presse n'échappera d'ailleurs pas au nécessaire devoir de l'autocritique. En revanche, toute tentative des médias d'esquiver un argumentaire critique biaisé sur leur rôle apparaîtra fatalement suspecte. Et de nature même à renforcer la défiance à leur égard. Oui, c'est périlleux. Mais « debunker » les fake news fait désormais aussi partie du job.

La remise en doute est salutaire. Si elle est dogmatique, elle se mue en soupçon généralisé. Quand *Hold-up* et, sans doute, *Ceci n'est pas un complot* prétendent démontrer que la presse ne serait finalement qu'un pion docile au service des gouvernements et des labos pharmaceutiques, tous de mèche pour brider nos libertés, ils instrumentalisent les peurs à des fins idéologiques. Anxiété et adhésion conspirationniste font toujours bon ménage. Les chambres d'écho que leur offrent les plateformes de crowdfunding et les réseaux sociaux, sans responsabilité éditoriale, sont, à ce titre, une réelle menace pour la démocratie. Et son corollaire, la liberté d'expression.

LIRE AUSSI

Croire au complot, c'est de gauche ou de droite?

(<https://plus.lesoir.be/307573/article/2020-06-16/croire-au-complot-cest-de-gauche-ou-de-droite>)



Recevez les derniers décryptages de l'actualité dans votre boîte e-mail.

Je m'inscris (<https://mon-compte.lesoir.be/newsletters>)